

Rapport d'Activité 2015



Le Service Départemental d'Incendie
et de Secours de la Somme

Rapport d'Activité 2015







EDITO

La publication du rapport d'activité est un moment privilégié pour le SDIS, car c'est l'occasion d'effectuer un bilan des actions et temps forts qui ont rythmé toute une année.

Ce rapport exhaustif rappelle donc à quel point l'action des Sapeurs-Pompiers est primordiale pour un territoire. Après une stagnation de son activité opérationnelle durant ces 3 dernières années, le Service Départemental d'incendie et de Secours de la Somme a connu une croissance du nombre de ses interventions en 2015. Celles-ci ont dépassé le seuil des 38 000 soit plus de 105 interventions par jour. Cette activité opérationnelle soutenue nécessite pour le SDIS d'adapter son organisation et ses moyens dans un contexte budgétaire restreint.

L'année 2015 a aussi été marquée par l'installation d'un nouveau CASDIS. En effet, vos représentants du Conseil Départemental ont été renouvelés et c'est avec plaisir que j'ai accepté de devenir le Président du SDIS. Je sais que l'effort financier demandé aujourd'hui au SDIS est sans aucune commune mesure avec les années précédentes. Il va de pair avec les difficultés que connaissent non seulement le Conseil Départemental, mais aussi les communes, dont je tiens également à souligner l'implication pour offrir un service public de qualité.

Le SDIS 80 est aujourd'hui à un tournant, et je mettrai tout en œuvre pour qu'il continue d'évoluer. Chaque agent est aussi acteur de ces changements, et j'ai pu constater que le travail réalisé cette année afin de mettre en place des réformes a été très productif.

Ce bilan démontre ainsi notre souci permanent d'avoir un service public efficace. Je tiens ainsi à souligner toutes les actions des Sapeurs-Pompiers Professionnels, Sapeurs-Pompiers Volontaires et Personnels Administratifs et techniques pour notre département, et souhaite les féliciter pour tout le travail accompli.

Stéphane HAUSSOULIER,
Président du Conseil d'Administration du SDIS

GROUPEMENT JURIDIQUE ET FINANCIER	4
GROUPEMENT GESTION DES RISQUES	9
GROUPEMENT SANTÉ	14
GROUPEMENT RESSOURCES HUMAINES	16
GROUPEMENT LOGISTIQUE	18
GROUPEMENT STRATÉGIE	24
GROUPEMENT FORMATION	25
GROUPEMENT MISSION	27
GROUPEMENTS TERRITORIAUX	29

SERVICE FINANCES

Indicateurs clés

Rapporté au nombre d'habitants du département, le « coût incendie » pour 2015 s'élève à 72,47 € / habitant.

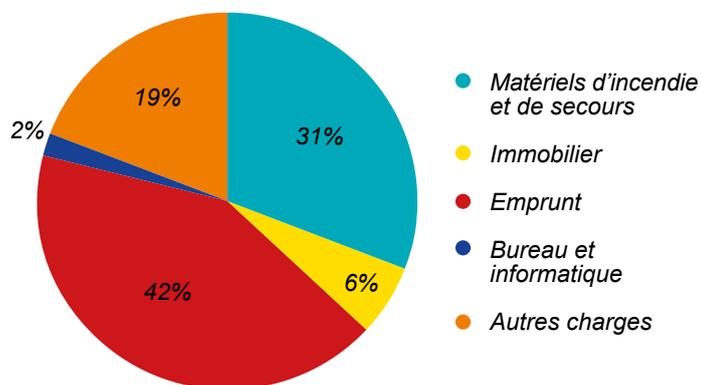
Les objectifs du service pour 2016 sont :

- La dématérialisation des documents budgétaires,
- Un contrôle accru de l'exécution budgétaire, en lien avec l'ensemble des services,
- La mise en place d'une gestion par portefeuille, permettant de rendre plus efficace le paiement des factures.

La section d'investissement

INVESTISSEMENT	
Recettes	11.095.367
Dépenses	9.527.181
Résultat de l'exercice	+ 1.568.186
Résultat reporté 2014	+ 5.396.733
Solde des restes à réaliser	+ 6.907
Résultat global d'investissement	+ 6.971.826

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

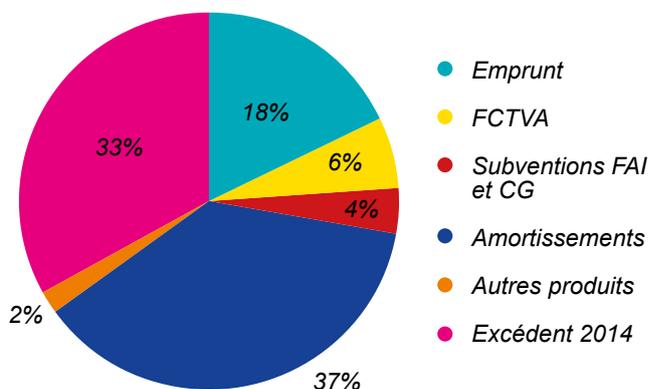


Cette année, seuls 500 000 € ont été investis en matière immobilière du fait du retard subi dans les études de certaines opérations (CS Amiens Ferry, Amiens Sud, Gamaches et Val de Somme) et de la volonté de décaler certaines opérations au vu des contraintes budgétaires (atelier logistique, ancien CTA).

3,1 millions d'euros ont été investis en matériels d'incendie et de secours et matériels divers.

Les dépenses financières sont élevées cette année car elles comprennent le remboursement anticipé de 2 prêts d'un montant global de 2 millions d'euros.

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

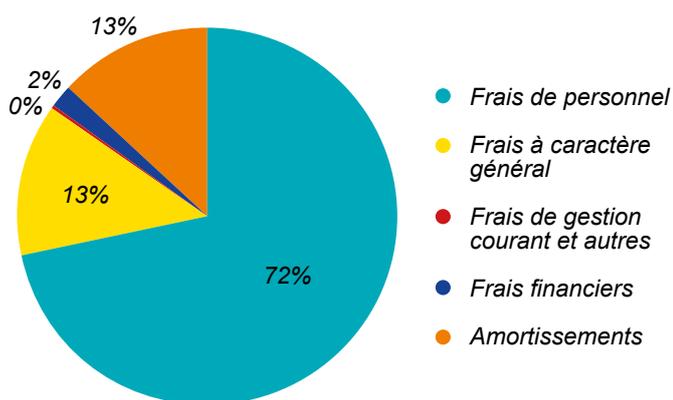


Un nouveau prêt de 1 million d'euros a été contracté. Les autres recettes proviennent du Fonds de Compensation de la TVA et des subventions du Conseil Départemental.

La section d'investissement

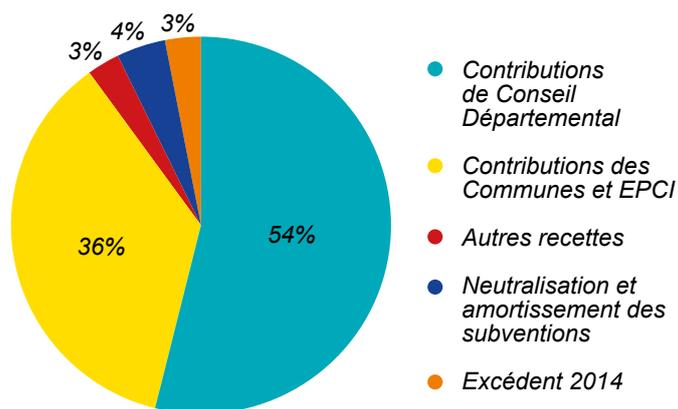
FONCTIONNEMENT	
Recettes	49.144.506
Dépenses	48.434.444
Résultat de l'exercice	+ 710.062
Résultat reporté 2014	+ 1.622.055
Solde des restes à réaliser	- 312.136
Résultat global de fonctionnement	+ 2.019.981

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



Les charges dites « rigides » représentent 74 % du budget de fonctionnement. Par nature, elles sont difficilement compressibles. Elles se composent des frais de personnel et des frais financiers (remboursements des intérêts d'emprunts).

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



54 % des recettes proviennent du département et 36 % des communes et des EPCI. 5 % des recettes de fonctionnement proviennent de l'autofinancement (neutralisation et reprise des excédents).

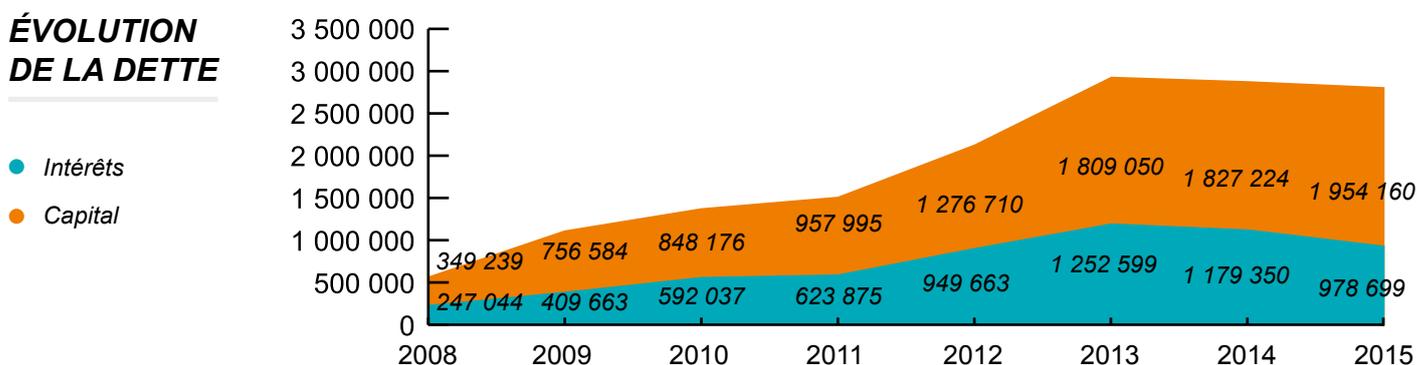


Évolution de la dette

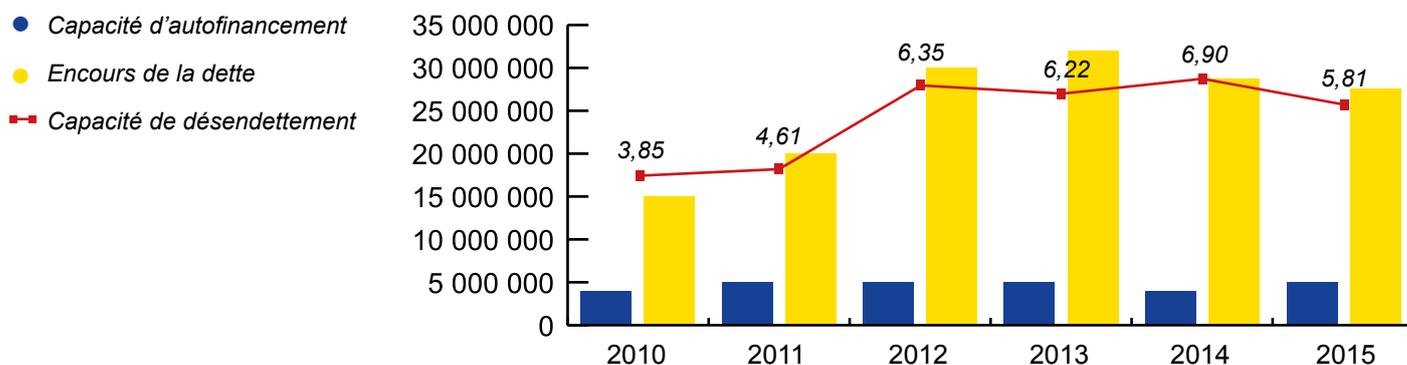
L'encours de la dette au 31 décembre 2015 était de 29 millions €. Il diminue par rapport à 2014, du fait que le SDIS a peu emprunté en 2015 et qu'il a renégocié deux prêts dont les taux étaient élevés.

Le taux d'endettement est de 6,20 %. La capacité de désendettement est inférieure à 6 ans. Cela signifie qu'il faudrait moins de 6 ans au SDIS pour solder sa dette s'il consacrait l'intégralité de l'autofinancement au remboursement de sa dette.

ÉVOLUTION DE LA DETTE



ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE ET DE LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT



SERVICE JURIDIQUE

Contentieux et précontentieux

En 2015, il a été confié au Service Juridique la gestion en direct de différents contentieux impliquant la structure (ressources humaines, opérationnel, responsabilité civile, marchés, finances...), avec notamment la production de mémoires auprès du Tribunal Administratif. A noter que la gestion des dossiers contentieux s'effectue toujours sur plusieurs années et nécessite donc toujours un suivi très particulier.

L'année a également été marquée par de nombreux dépôts de plainte et constitutions de partie civile : 21

- Agressions : 13
- Vols : 1
- Dégradations : 2
- Fausses alertes : 5
- Usurpations plaques minéralogiques : 0
- Intrusion : 0

Le nombre d'agressions avec dépôts de plainte a, malgré une baisse significative en 2014, de nouveau augmenté en 2015. On constate également un durcissement des agressions subies par les Sapeurs-Pompiers.

En effet, outre le fait que les agresseurs accompagnent leur geste par des menaces de mort systématiques, ils font de plus en plus souvent usage d'arme.

En revanche, les dégradations, vols dans les Centres de Secours ont diminué.

Par ailleurs, comme en 2014, 2015 a été marquée par le suivi croissant par le Procureur de la République des dépôts de plainte effectués par les agents du SDIS. En effet, de plus en plus de condamnations interviennent à l'encontre des auteurs des agressions contre les Sapeurs-Pompiers, assorties de dommages et intérêts.

Autre point marquant en cette année 2015, c'est l'augmentation des dépôts de plainte pour fausse alerte et appels malveillants. On constate enfin, à tout niveau, un accroissement des réclamations et une augmentation des demandes d'assistance des Sapeurs-Pompiers victimes au titre de la Protection Juridique.

Responsabilité Civile

Outre les « petites » mises en cause qui relèvent du quotidien des interventions (fenêtres ou portes brisées), le SDIS a fait l'objet en 2015 de 5 recours importants (dont la moyenne des préjudices réclamés s'élève à 100 000 €). La gestion de ces recours s'effectue sur plusieurs années et engendre un travail important de réunions d'information, de rapports, d'expertises, d'audiences au tribunal, etc...

Conventions et études juridiques

Le Service a mené plusieurs études juridiques à destination de la Direction touchant l'ensemble des domaines spécifiques à la structure (ressources humaines, responsabilité opérationnelle, finances publiques, achats publics,...).

Par ailleurs, il a contrôlé plus de 35 conventions engageant le SDIS avec nos différents partenaires.

Terrains

En 2015, les négociations concernant l'acquisition du terrain du CSP AMIENS SUD se sont poursuivies.

Accidents de service

Accidents en service commandé (SPV) : 53 dont 27 avec 697 jours d'arrêt de travail.

Accidents de travail (PATS) : 8 dont 3 avec arrêts, avec 34 jours d'arrêt de travail (hors rechutes).

Accidents de travail (SPP) : 77 dont 38 avec arrêts, avec 928 jours d'arrêt de travail (hors rechutes).

Pour les SPP, l'année 2015 est marquée par la poursuite de la baisse du nombre de jours d'arrêt de travail qui avait débuté en 2013. Pour les SPV, en revanche, même si le nombre d'accident a baissé, on constate une hausse du nombre de jours d'arrêt de travail ce qui induit des accidents plus graves.

En ce qui concerne les PATS, l'accidentologie est constante. Néanmoins, le nombre de jours d'arrêt de travail évolue, particulièrement lors des rechutes déclarées. Il est à noter que les personnels de la filière technique sont particulièrement touchés.



Sinistres automobile :

En 2015, le Service Juridique a instruit 62 dossiers d'accidents contre 106 en 2014. Cette réduction est liée à la modification du contrat d'assurance du parc automobile du SDIS ainsi qu'à une meilleure étude et un meilleur suivi des dossiers notamment par l'informatisation du traitement de ceux-ci. En effet, certains dommages comme le bris de glace ne sont plus garantis. De même, les accidents sans tiers avec une évaluation des dommages inférieurs à la franchise ne sont plus déclarés.

Comme pour les années antérieures, les véhicules les plus accidentés sont les VSAV (28). A noter que 33.9 % des accidents ont lieu sur le trajet mission (aller) et 22.6 % sur le site d'une intervention.

Afin de prévenir les accidents routiers et les accidents de service, le Service Juridique travaille en étroite collaboration avec le Service Hygiène et Sécurité, chargé notamment des enquêtes accidents et d'élaborer des campagnes de prévention. Cette collaboration se renforce d'année en année.

En 2015, concernant les assurances, l'année a été marquée par :

- La mise en place des nouveaux contrats d'assurances (effet au 1^{er} janvier 2015),
- La mise en service du module « Assurances » sur le logiciel ASTECH,
- La mise en œuvre et le suivi des expertises automobile jusqu'à l'indemnisation du sinistre au réparateur par le Service Juridique.

Marchés publics

125 marchés ont été lancés en 2015 :

- Travaux : 3
- Fournitures : 77
- Services : 45

La répartition par procédure est la suivante :

- Procédure adaptée : 60
- Appel d'Offres Ouvert : 62
- Accord cadre : 3

Le nombre de procédures traitées au cours de l'année 2015 (125) est en légère baisse par rapport à 2014 (132). Les marchés de fournitures (équipements d'incendie et de secours, fourniture d'équipement EPI et acquisition de véhicules) représentent 62 % de l'activité annuelle contre 36 % pour les marchés de services. Il est à noter que cette année 2015 a connu une forte augmentation des marchés déclarés sans suite (32 %).

Par ailleurs, le SDIS a adhéré à plusieurs groupements de commandes :

- Avec ULISS - groupement de commandes national pour les SDIS,
- Avec Somme Numérique pour les prestations de téléphonie,
- Avec le Conseil Départemental concernant notamment le carburant, les pièces détachées ou les pneumatiques. Le SDIS, quant à lui, gèrera pour le CD la passation des marchés de Contrôle réglementaire des appareils de levage et Carrosserie/pare-brise/réparations mécaniques.
- Avec les SDIS de la Zone Nord pour les Prestations de voyages.

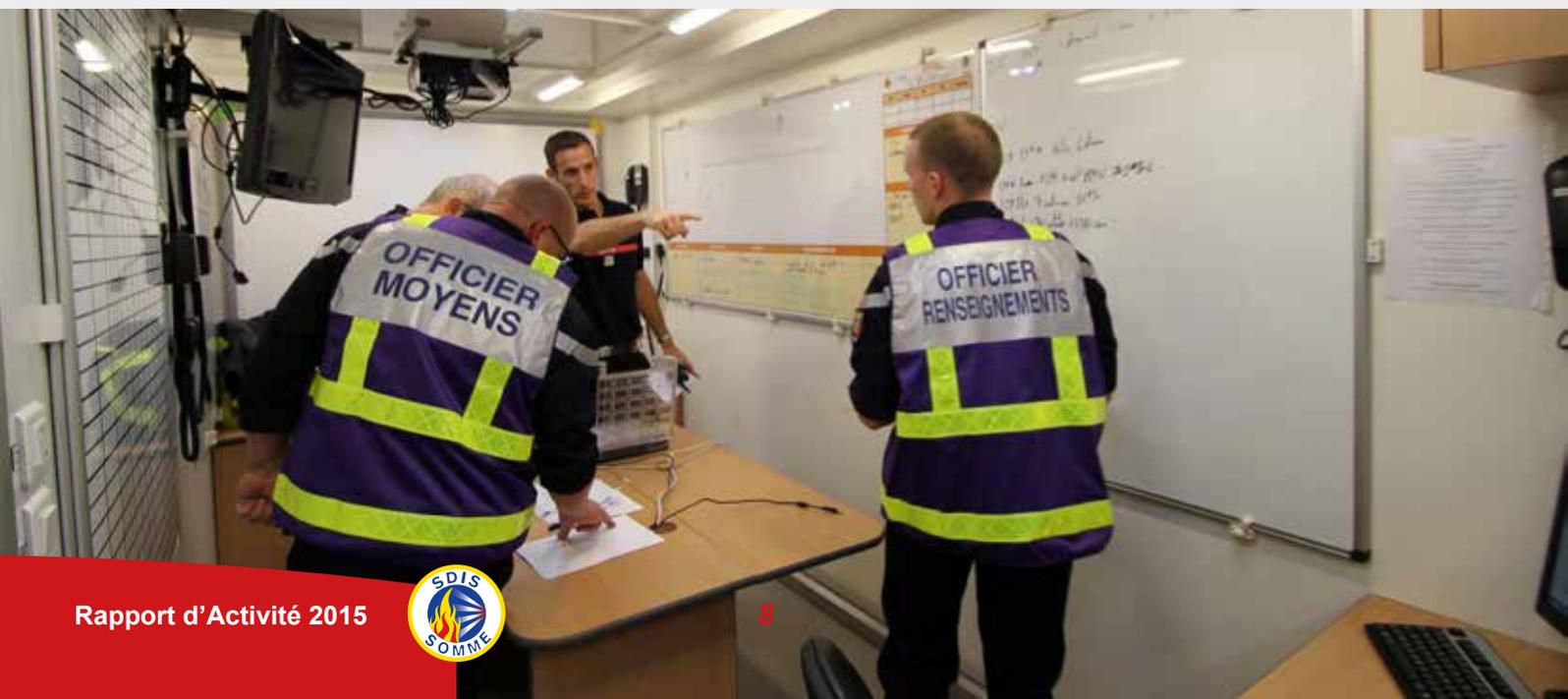
En 2015, concernant les marchés publics, l'année a été marquée par :

- La relance du concours de maîtrise d'œuvre relatif à la construction du CSP AMIENS-SUD,
- L'élaboration des dossiers A.P.D relatifs aux constructions du CSP AMIENS-Ferry, CS Gamaches et CS Val de Somme dont les procédures de passation de marchés devraient être lancées au cours du 1^{er} semestre 2016.

Courrier et accueil :

A noter en 2015, le dépôt du courrier a évolué sur l'ensemble du département, en passant des contrats Affranchigo dont le service de dépôt par pochette était facturé, au système des Prêt-à-Poster. Ce nouveau système devrait permettre de faire des économies. Un bilan sera fait en 2016 après une année de mise en place.

Le nombre de réception de courrier a tendance à baisser, cela s'explique notamment par l'augmentation des échanges par mail - 11 739 courriers et fax ont été enregistrés en 2015. A l'inverse, le nombre d'appels téléphoniques est en légère augmentation - 3 694 cette année.



SERVICE OPÉRATIONS

POINTS MARQUANTS POUR 2015

- Le Groupement Gestion des Risques a enregistré un nombre de mouvements de personnel, notamment dans l'encadrement du Service Opérations ;
- Poursuite des travaux de mise à jour du Règlement Opérationnel avec la relecture du document en Comité de Direction ;
- Organisation d'un exercice ORSEC « NOMBRES VICTIMES » sur le thème d'un accident de bus sur l'autoroute A16 ;
- Signature d'une Convention Interdépartementale d'Assistance Mutuelle avec le SDIS 76 ;
- Participation au groupe de travail sur la refonte de la doctrine ORSEC NOVI ;
- Participation à divers groupes de travail, réunions et représentations du SDIS auprès des services partenaires ;
- Participation aux travaux d'élaboration des autres Conventions Interdépartementales d'Assistance Mutuelle ;
- Participation à la validation des Plans de secours départementaux et des plans ETARE.
- Gestion et suivi administratif des renforts extra départementaux (Teknival en avril, attentats de Paris en novembre...)
- Tenue à jour des listes opérationnelles ;
- Etablissement trimestriel du tableau de permanence de la chaîne départementale de commandement ;
- Implémentation du répertoire informatique pour l'EMO, contenant et regroupant les données opérationnelles et les outils destinés aux Chefs de Groupements Territoriaux.

Activité Opérationnelle

101 234 appels décrochés, soit en moyenne 277 appels par jour,
38 410 interventions, soit en moyenne 105 par jour,
12 180 régulations gérées, soit en moyenne 33 par jour,
115 activations du CODIS,
5 activations de la salle de débordement.

Les 38 410 interventions se décomposent ainsi :

Incendies	3 596 (soit 9,36 %)
Accidents de circulation	2 571 (soit 6,69 %)
Secours à personnes ...dont carence de moyens ambulanciers privés	29 797 (soit 77,58 %) 3 418 (soit 8,90 %)
Opérations diverses	2 414 (soit 6,28 %)
Risques technologiques	32 (soit 0,08 %)

Suivi du traitement administratif :

- 460 attestations (419 pour les assurances et 41 pour les contraventions) ;
- 71 réquisitions des forces de l'ordre pour un montant total de 6 674.75 € ;
- 304 interventions sur réseau routier concédé pour un montant de 157 037 € ;
- 4 028 carences d'ambulanciers privés payées par le SAMU pour un montant de 475 186 € ;
- 148 titres de recettes émis pour un montant total de 46 251 € d'interventions dites payantes, en application de la délibération n°1 du CASDIS du 15/03/2013.

CTA/CODIS 80

- Poursuite de formation de maintien des acquis sur le système d'alerte pour les référents ARTEMIS des CS et co-animation des formations PC et CODIS ;
- Organisation d'une formation TRS3 pour 3 agents du CTA/CODIS ;
- Développement de l'implication du CTA/CODIS dans les formations départementales ;
- Mise en place d'un groupe de travail sur l'aménagement du temps de travail et l'attractivité au CTA/CODIS ;
- Participation à la rédaction du Règlement Opérationnel et de ses annexes ;
- Participation à la commission 6 relative aux économies opérationnelles ;
- Renforcement du rôle du CTA/CODIS et implication constante dans la gestion quotidienne des interventions, ainsi que dans les différents exercices départementaux ;
- Poursuite de la démarche d'amélioration continue sur le système d'alerte, avec la mise en place de nouveaux paramétrages et des propositions d'évolution au fournisseur ;
- Début des tests pour la mise en place de l'interface SAMU ;
- Poursuite de la production des plans de défense communaux et autoroutiers (500 listes communales et 150 listes autoroutières) ;
- Multiplication des échanges avec les autres SDIS sur les fonctionnalités du système d'alerte (SDIS 56, SDIS 25) ;
- Entretien de relations régulières opérationnelles avec nos services partenaires (SAMU, CROSS, Gendarmerie...) ;
- Travaux de requêtage multiples par le biais de Business Object : Statistiques relatives à la révision du RO, ou nécessaires pour les commissions sur les mesures d'économies.

Bureau Gestion Opérationnelle

- Mise à jour du mémento opérationnel ;
- Gestion du parc départemental de clés d'accès autoroutier avec l'organisation de la distribution de nouvelles clés autoroutes ;
- Participation aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre de la mise à jour du R.O. ;
- Participation à la commission 5 relative aux astreintes ;
- Mise en œuvre du matériel GOC à destination de la chaîne de commandement ;
- Avancée sur la future doctrine RETEX ;
- Animation des formations de maintien des acquis des officiers RENSEIGNEMENT et MOYEN ;
- Recherches de CRSS pour demandes d'attestations d'interventions ou contraventions ;
- Développement des analyses et études de contentieux après intervention ;
- Etudes et analyses de dossiers ayant un impact opérationnel direct (circulation, indisponibilités d'engin...) ;
- Suivi quotidien en relation avec le Service Matériels et l'officier CODIS de la disponibilité des engins ;
- Elaboration du planning départemental de la chaîne de commandement de niveau « groupe » ;
- Participation à un exercice zonal NRBC et à plusieurs exercices locaux avec la SANEF.

SERVICE PRÉVISION

POINTS MARQUANTS POUR 2015

Outre l'augmentation des demandes d'avis dans le cadre de l'instruction réglementaire de dossiers par les municipalités et les services de l'Etat, le Service Prévision a concrétisé des projets importants comme :

- la mise en place d'une formation « PRS1 - Agent de Prévision » au sein du SDIS 80 (formation permettant la mise en place d'un réseau d'agents formés à la prévision dans les Centres d'Incendie et de Secours du Corps Départemental des Sapeurs-Pompiers de la Somme),
- la relance de la planification opérationnelle (au travers de la rédaction des plans ETARE pour les sites à risques du territoire départemental et des réponses propres au SDIS sur les dispositions spécifiques ORSEC),
- la formalisation de la charte graphique pour les plans parcellaires du SDIS 80,
- la réception de nombreux ouvrages contribuant à la couverture incendie des communes de la Somme (citernes incendie et hydrants) ; réception qui fait suite aux avis et travaux conduits par le bureau défense extérieure depuis 2012/2013 en accompagnement des autorités locales.

2015 aura, par ailleurs, été une année « test » permettant l'évaluation de la réponse opérationnelle du SDIS projetée dans le cadre des cérémonies commémoratives de la bataille de la Somme qui marqueront l'année 2016. Enfin, la réorganisation des services du Groupement Gestion des Risques initiée dans le cadre de la recherche d'économies au sein du SDIS 80 a entraîné l'élargissement du champ d'action du Service Prévision avec la prise en charge des dossiers suivants :

- instruction des dossiers « habitations » (dossiers auparavant instruits par le Service Prévention),
- organisation et suivi de l'exercice annuel visant à tester les dispositions générales ORSEC « Nombreuses Victimes ».

Le Service Prévision a vu le départ et le non remplacement d'un technicien rattaché au Bureau Système d'Information Géographique.

Bureau des Risques Industriels

Le Bureau des Risques Industriels intervient auprès des services de l'Etat et des industriels pour les accompagner dans leurs projets et problématiques. Il se veut le relais des informations utiles à la bonne gestion de toute intervention dans cet environnement spécifique. Sa position entre les domaines de la prévention industrielle et de la planification opérationnelle l'a notamment amené à assurer en 2015 :

- Un traitement administratif d'avis réglementaire sur :
 - 47 demandes d'autorisation d'exploiter ou de dérogations, au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, avec notamment 43 projets concernant l'implantation de parcs éoliens dans le département.
 - 151 demandes de permis de construire, équitablement réparties entre habitations, projets industriels et exploitations agricoles.
- Un accompagnement d'industriels avec :
 - 83 visites sur site ou réunions de travail à la demande des industriels, des services de l'Etat ou sur sa propre initiative compte-tenu des enjeux (POI, DECI, Implantation, Moyens de secours, Exercice, ...),
- Un apport d'informations aux structures opérationnelles avec :
 - la rédaction de la réponse propre au SDIS en cas d'activation des dispositions spécifiques ORSEC ; réponse propre du SDIS formalisée par un plan Etablissement Répertoire (ETARE)
 - l'alimentation de la base de capitalisation de l'information du CTA/CODIS et des postes de commandement du SDIS.

Bureau Planification

L'année de plein exercice pour son Chef de Bureau & année préparatoire à l'organisation des cérémonies commémoratives de la bataille de la Somme qui marqueront 2016, 2015 aura notamment amenée le Bureau Planification à assurer :

Les indicateurs du Bureau des Risques Industriels mettent en exergue une hausse significative de l'activité réglementaire qui s'explique notamment par la prise en compte, des dossiers « habitations » et par une hausse des instructions « ICPE ».

Enfin, un effort important a été porté sur l'inscription dans un répertoire (plans ETARE) des sites SEVESO comme prescrit par une instruction du gouvernement du 30 juillet 2015 relative au renforcement de la sécurité des sites SEVESO contre les actes de malveillance.

- Un traitement administratif d'avis réglementaires sur :
 - 72 demandes d'avis concernant des manifestations programmées sur le territoire départemental.
- La représentation du SDIS (et de son DDSIS) au sein :
 - du groupe de visite constitué dans le cadre de la sous-commission pour la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes ; groupe de visite visant à évaluer les conditions de sécurité de 10 terrains de camping prioritaires exposés au risque submersions marines sur le littoral Picard,
 - des 4 séances plénières de la sous-commission spécialisée portant autorisation d'organisation d'épreuves ou compétitions sportives du Conseil Départemental de Sécurité Routière (CDSR) et des 8 groupes de visite de cette instance sur site.
- Une formalisation d'une réponse opérationnelle du SDIS au travers de :
 - une participation aux travaux de rédaction des dispositions spécifiques ORSEC « débordement du fleuve Somme »,
 - la préparation de l'exercice interservices de sécurité civile (qui se tiendra en 2016) visant à tester la pertinence des dispositions spécifiques citées ci-dessus,

- la rédaction de 2 réponses propres au SDIS 80 en cas d'activation des dispositions spécifiques ORSEC « submersions / inondations marines » et « aérodrome Amiens Glisy » formalisées par des plans établissements répertoriés.
- la production de 18 plans établissements répertoriés hors industries, s'inscrivant notamment dans l'objectif prioritaire de création et de diffusion des plans établissements répertoriés élaborés pour les établissements recevant du public avec avis défavorable ou à enjeux (ERP avec locaux à sommeil et avis défavorable de la commission de sécurité notamment),
- la production de 7 Fiches Simplifiées et le suivi, l'accompagnement et la validation de 9 Fiches Simplifiées (FISI) réalisées par les Centres de Secours du Corps Départemental,
- la définition de 50 Points de Rencontre de Secours pour différents chantiers d'importance sur le territoire départemental (chantiers éoliens, gaziers, ...),
- l'élaboration de 100 fiches « information manifestation » à destination des Centres de Secours,
- le dimensionnement, le suivi et la mise en place de 8 dispositifs de sécurité, dont certains d'ampleur comme :
 - les commémorations de l'Anzac Day, le 25 avril 2015,
 - la course pédestre « La Transbaie », le 21 juin 2015,
 - les commémorations de la bataille de la Somme, le 1er juillet 2015,
 - la course cycliste « Le tour de France », les 8 & 9 juillet 2015.
- l'alimentation de la base de capitalisation de l'information du CTA/CODIS et des postes de commandement du SDIS.

Ainsi, 2015 aura permis de relancer, sur une année de plein exercice, la production de plan ETARE et de Fiches Simplifiées (dont certaines ont été réalisées directement par les Centres de Secours du Corps Départemental). La philosophie ORSEC aura, été observée scrupuleusement puisque toutes les dispositions générales et spécifiques ORSEC en cours de validité ont été déclinées par une réponse propre du SDIS au travers d'un plan ETARE ou de l'inscription d'un train de départ à priori dans le Règlement Opérationnel du SDIS 80.



Bureau Défense Extérieure

En charge de l'administration de la base de données des points d'eau incendie et des études de couverture incendie sur le territoire départemental, le Bureau Défense Extérieure a assuré, outre l'instruction des dossiers « urbanisme » courants, un travail visant à parfaire la connaissance du SDIS sur les communes sans eau et les points d'eau incendie implantés sur le territoire départemental et a amorcé les travaux sur le futur Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDRECI). Il a notamment assuré :

- Un traitement administratif d'avis réglementaires sur :
 - 17 demandes d'avis concernant l'élaboration de Plans Locaux d'Urbanisme et Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux ;
 - 87 demandes d'avis en matière d'urbanisme hors PLU
- Un accompagnement des autorités locales et des porteurs de projet au travers de :
 - 44 visites sur site et 20 réunions de travail liées à la Défense Extérieure Contre l'Incendie et à l'accessibilité (aménagement de ZAC, ...);
 - 18 études de couverture incendie (servant de base à des demandes de subventions des autorités locales auprès des services de l'Etat et/ou du Conseil Départemental de la Somme).
- Un contrôle quotidien des données opérationnelles DECI du SDIS au travers :
 - Du suivi de la disponibilité des 10 714 points d'eau incendie implantés sur le territoire départemental,
 - Du suivi de la campagne annuelle de reconnaissance opérationnelle des points d'eau incendie du département,
 - Du traitement des arrêts d'eau & travaux impactant la couverture incendie des communes.

Les indicateurs du Bureau Défense Extérieure mettent en exergue une stabilité de l'activité « traitement administratif d'avis réglementaires » (l'anticipation, par les communes, de la Loi ALUR (article 61) qui a notamment pour objet le désengagement des services de l'Etat en matière d'instruction des actes du droit des sols (permis de construire, déclaration préalable, ...) en 2016 pour certaines communes & EPCI n'a pas eu d'incidence pour le SDIS). Les nombreuses demandes d'études de couverture incendie par les Maires confirment une prise en compte de la problématique DECI par les municipalités et la nécessité de rédiger le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie en 2016.

Bureau Système d'Information Géographique

Chargé de la représentation, de l'analyse et de la restitution des informations à caractère géographique pour une utilisation de celles-ci en opérations et pour le pilotage du SDIS, le Bureau Système d'Information Géographique (SIG) a poursuivi en 2015 ses travaux d'enrichissement des outils SIG actuellement en place au sein du SDIS.

Par ailleurs, la priorité a été donnée à la production des plans parcellaires pour les Centres d'Incendie et de Secours du Corps Départemental.

Il a notamment assuré :

- Un traitement des demandes de cartes thématiques pour :
 - l'application ATLAS,
 - l'illustration des différents événements du SDIS (CROSS, congrès départemental ...),
 - le suivi et la gestion opérationnelle des grands événements suivis par le Service Prévision du SDIS (Tour de France, Transbaie, Cérémonies commémoratives de la bataille de la Somme, ...).
- Une formalisation d'une réponse opérationnelle du SDIS par :
 - l'intégration et le transfert de milliers de données nouvelles du SIG prévisionnel vers le SIG opérationnel Géo Artémis comme :
 - le réseau routier (intégration de près de 82 494 objets / 605 voies),
 - les éléments d'occupation du sol (intégration de près de 9 797 objets),
 - les points remarquables (intégration de près de 7 144 objets),
 - les établissements recevant du public (intégration de 2 388 ERP),
 - les Ponts Rencontre Secours, les ETARE et autres outils de gestion opérationnelle et commandement (rayons PPI, ...).
 - la réalisation des atlas parcellaires pour des Centres de Secours des Groupements Territoriaux Est et Centre qui en étaient dépourvus jusqu'alors (la diffusion étant programmée en 2016),
 - le développement du portail Web SIG (Geowebdis80).
- La représentation du SDIS dans les différents réseaux professionnels SIG (Geopicardie, ...) :

La priorité donnée à la production des atlas parcellaires (pour une diffusion générale en 2016), et le non remplacement d'un technicien SIG ont conduit au report du projet WebSIG à fin 2016 / début 2017.

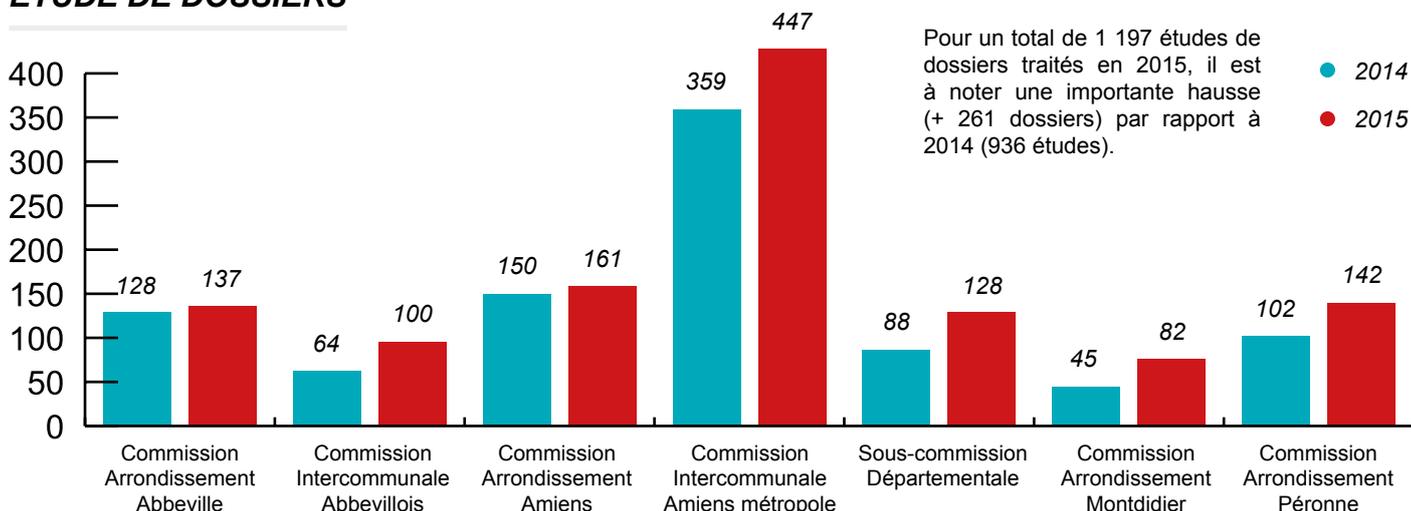


SERVICE PRÉVENTION

POINTS MARQUANTS DU SERVICE POUR 2015

- Toutes les visites de contrôle prévues ont été réalisées grâce à l'effort de toute l'équipe malgré un préventionniste absent durant toute l'année ;
- L'effort entrepris par les commissions de sécurité dans le cadre des réunions de suivi des avis défavorables a permis de réduire de 282 à 236 avis défavorables au 31 décembre 2015. Le nombre des ERP en avis défavorable est en baisse continue depuis plusieurs années (431 avis défavorables en 2011).

ÉTUDE DE DOSSIERS

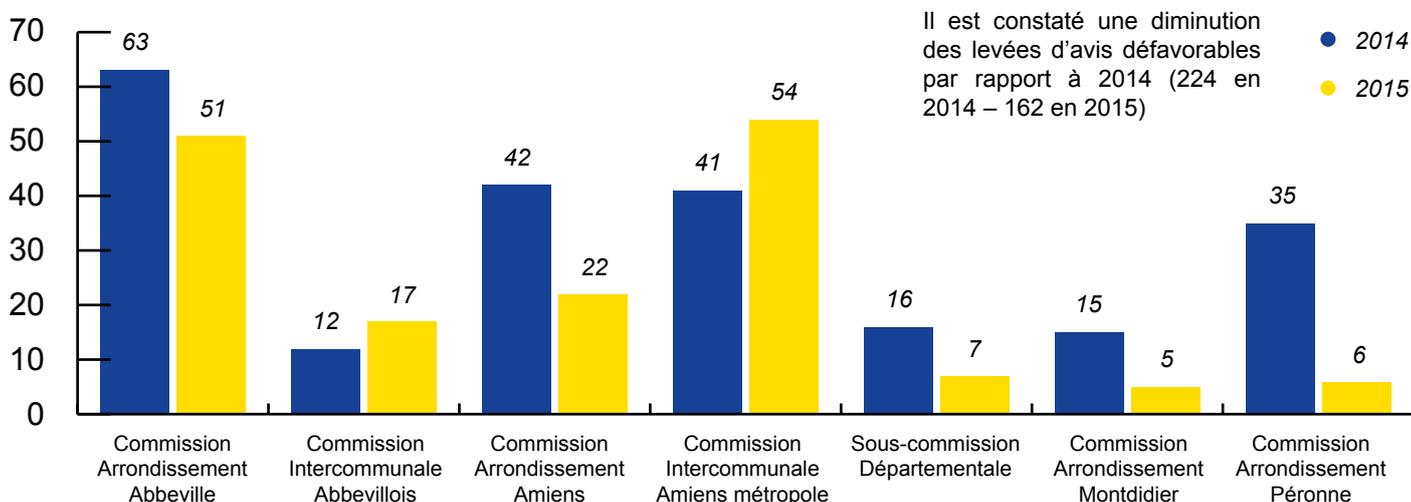


Cela est dû au traitement des dossiers pour les demandes d'autorisation accessibilité pour handicap de toute nature.

PRÉVENTION INDUSTRIE HORS BUREAU RISQUES INDUSTRIELS ET HABITATIONS

Il est à noter que l'activité du Service Prévention ne se cantonne pas seulement à l'étude des dossiers ERP, il traite également les dossiers Industrie hors BRI, et les dossiers habitation (transférés en milieu d'année au Service Prévision), avec une diminution totale de 65 études en 2015.

SUIVI DES AVIS DÉFAVORABLES



Cependant, le nombre d'avis favorables continue de se réduire. Il est passé de 417 avis défavorables en 2012 à 236 en 2015.

Le Groupement Santé a enregistré plusieurs départs cette année, dont le Médecin-Chef et a accueilli son nouvel Infirmier d'Encadrement.

Ces mouvements, associés aux obligations de formation initiale à l'ENSOSP reportées en 2016, ont nécessité une réorganisation des Services et une réattribution de certaines missions, avec en toile de fonds la recherche de pistes de rationalisation et d'optimisation de fonctionnement communes au SDIS.

SERVICE MÉDICAL - SERVICE INFIRMIER

Médicalisation d'épreuves sportives et rassemblement de foule à caractère commémoratif ou ludique

- Journée de Recrutement SPV en janvier ;
- Cross Départemental en février ;
- Challenge Qualité en avril ;
- Anzac Day en avril ;
- Teknival en mai ;
- Plan rouge en mai ;
- Transbaie en juin ;
- Commémorations Batailles de la Somme en juillet ;
- Samaritaine en juillet ;
- Tour de France en juillet.

Aptitude

- 2 765 Visites Médicales en 2015, dont 227 visites de recrutement et 317 concernant les JSP.

Formation

- Formation de Maintien des Acquis des Infirmiers de Sapeurs-Pompiers Volontaires (ISPV) aux Protocoles Infirmiers de Soins d'Urgence (PISU) en mars ;
- Information aux Internes de Médecine Générale en mai ;
- Formation Initiale PISU des nouveaux ISPV en novembre ;
- Formation Soutien Sanitaire Opérationnel (SSO) pour l'intégration de 5 ISPV à la mission SSO en septembre ;
- Formations Accouchement dispensées tout au long de l'année.

Opération

- 88 médicalisations d'interventions de Secours à Personne réalisées par des Médecins Sapeurs-Pompiers Volontaires ;
- 873 médicalisations d'interventions de Secours à Personne réalisées par des Infirmiers protocolés, avec application de 178 PISU (prises en charge antalgiques, cardiologiques, respiratoires, etc.) ;
- 57 interventions en Soutien Sanitaire Opérationnel réalisées par des Infirmiers Protocolés, concernant des interventions de longue durée, et de types risques technologiques, incendies industriels ou domestiques... ;
- 82 médicalisations d'interventions de Secours à Personne réalisées par des Infirmiers Protocolés sur la côte Picarde au CIS Rue les week-ends de juillet et août, avec application de 16 PISU ;
- 26 surveillances paramédicales des parcours ARI (Parcours sous Appareil Respiratoire Isolant) ;
- 5 interventions réalisées par les Psychologues du SSSM en collaboration avec les ISPP et ISPV, ainsi que 16 demandes individuelles traitées (hors opérations de secours).



SERVICE PHARMACIE À USAGE INTÉRIEUR

En 2015, la réorganisation du SSSM a conduit le Service pharmacie à prendre dans son champ d'activité la gestion des matériels médico-secouristes, de l'achat à la vérification en Centre de Secours.

GESTION de la PUI :

- Le budget

Le budget fonctionnement alloué à la PUI a été de 382 878 € en fonctionnement et 150 000 € en investissement. 507 commandes ont ainsi été effectuées.

- Les marchés

En 2015 a été relancé le marché de fournitures de gaz médicaux (Oxygène et MEOPA) ainsi que les marchés de médicaments et dispositifs médicaux par l'intermédiaire de la CAHPP.

Une procédure adaptée a permis le renouvellement du parc de détecteurs de monoxyde de carbone expiré, à destination des VSAV du département (Mise en place début 2016).

- L'oxygène

En 2015, 631 de type B2 et 1 424 de type B5 ont été échangées au sein des Centres de Secours, soit 4 110 bouteilles manipulées dans l'année.

On constate une diminution de l'utilisation des petites bouteilles à la faveur des grandes, avec un volume consommé plus important par rapport à 2014.

- Les consommables

Plus de 23 570 lignes de commandes provenant :

- Des Centres de Secours,
- Des VLI, des MSP et des ISP,
- Des cabinets d'aptitude.

Les PMA

Comme chaque année, une remise à niveau des PMA a eu lieu pour chacun des véhicules.

- Support logistique sanitaire

- Préparation de malles spécifiques sport pour les manifestations sportives étayant le SDIS,
- Préparation de la logistique sanitaire pour les DPS ou manifestations impliquant la présence d'ISP ou MSP,
- Soutien sanitaire des équipes spécialisées lors de manœuvres ou formation à l'extérieur du département,
- Soutien logistique des formations FORMAC.

- Visites techniques des Centres de Secours

En dehors de leur caractère réglementaire à la fois au sens du CGCT mais également du CSP, elles sont des moments d'échanges privilégiés entre les utilisateurs directs des produits que nous mettons à leur disposition.

En 2015, 30 visites techniques de Centres de Secours ont été réalisées par le pharmacien géant.

HYGIENE et PREVENTION

- Les DASRI

1 309 caisses de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ont été générées et éliminées par une filière dédiée. Cela représente une augmentation de 3.8 % par rapport à l'année 2014.

MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive des appareils biomédicaux a concerné en 2015 :

- 113 DSA (opération effectuée sur 2 mois pour éviter l'indisponibilité des VSAV),
- 3 corpuls,
- 2 Médumat,
- 27 propacq,
- 3 appareils ECG Schiller.

FORMATION

Des interventions ponctuelles ont été menées en réponse à la sollicitation du Groupement Formation

Intervention lors des stages RCH, SSSM.

Le module 7 NRBCe dispensé par le CNCMFE ainsi que les entraînements et l'exercice NRBCe organisés par l'EMIZ ont été suivis par le Pharmacien-Chef.

MATERIEL MEDICO SECOURISTE

L'un des objectifs 2015 était de paramétrer le logiciel sph32 pour la gestion des MMS. Ce dispositif sera pleinement opérationnel en 2016.

AUTRES

- Participation aux réunions de services, à la commission médicale du SSSM,
- Participation aux réunions RCH3,
- Participation au dispositif de la Transbaie,
- Référent zonal NRBCe médical,
- Représentante fédérale de la Zone Nord à la sous-commission des pharmaciens au sein de la FNSPF.

FAITS MARQUANTS

L'année 2015 restera celle de la réorganisation du Groupement Ressources Humaines avec la mise en œuvre de la gestion des dossiers en portefeuille dans le but d'améliorer la qualité et le service à rendre aux agents du SDIS, qui sont au cœur du dispositif RH, tout en développant la montée en compétence professionnelle des agents du Groupement, dans un contexte contraint.

Dans le cadre de la première mise en œuvre de l'entretien annuel d'activité (EAA), les modalités d'organisation, les outils de l'EAA et les critères d'appréciation de la valeur professionnelle, élaborés par un groupe de travail représentant l'ensemble des agents permanents, ont été validés par les membres du CASDIS en date du 29 juin 2015.

Les fiches de poste, quant à elles, ont été validées par le Comité Technique, le 17 juillet 2015.

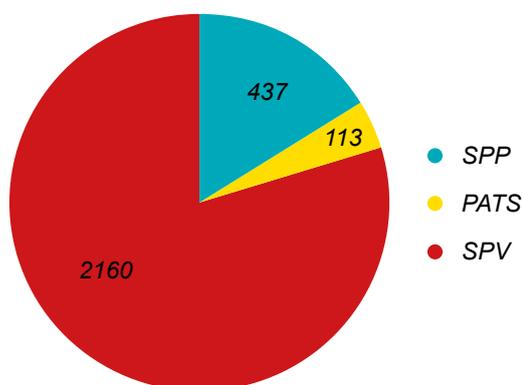
CHIFFRES CLÉS

Les agents

Au 31 décembre 2015, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme compte 2 691 agents répartis de la manière suivante :

- 437 Sapeurs-Pompiers Professionnels dont 5 relevant du SSSM ;
- 2 160 Sapeurs-Pompiers Volontaires dont 91 relevant du SSSM ;
- 113 Personnels Administratifs et Techniques.

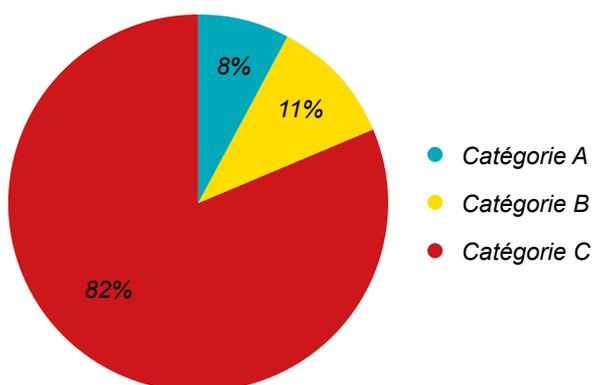
EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2015



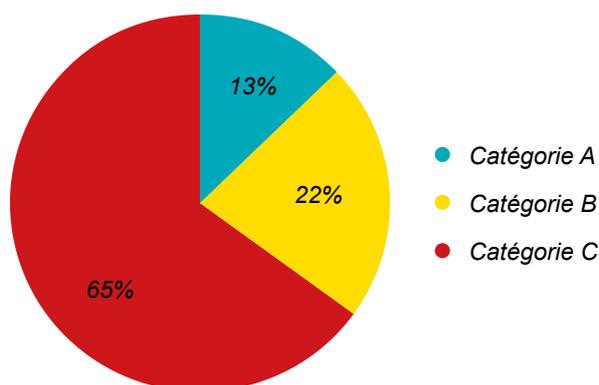
LES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE

	SPP	PATS	SPV
Cat. A	34	15	40
Cat. B	46	25	121
Cat. C	357	73	1999
TOTAL	437	113	2160

TAUX D'ENCADREMENT DES SPP au 31 décembre 2015 sur les postes créés



TAUX D'ENCADREMENT DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE au 31 décembre 2015 sur les postes créés



Les arrêtés

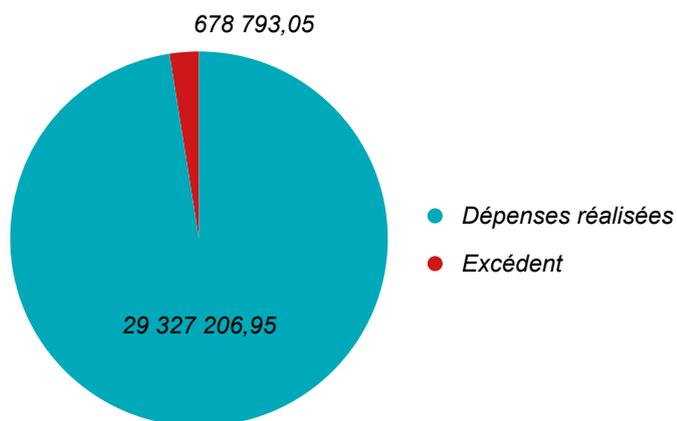
Sur l'année, 4 419 arrêtés ont été produits dont 23 liés à des procédures disciplinaires. Ils se répartissent de la manière suivante :

- Sapeurs-Pompiers Volontaires : 1 537 ;
- Sapeurs-Pompiers Professionnels : 2 755, dont 2 053 relatifs au service minimum ;
- Personnels Administratifs et Techniques : 157.

CRÉDITS OUVERTS, TAUX D'EXÉCUTION

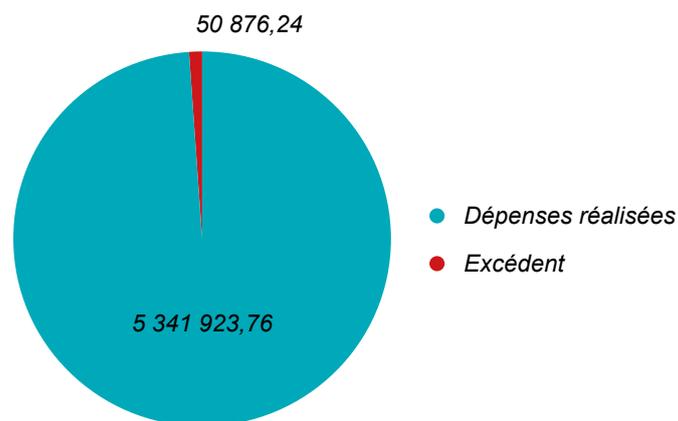
DÉPENSES DE PERSONNELS PERMANENTS (2015)

Dépenses réalisées : 29 327 206,95
Excédent : 678 793,05



INDEMNITÉS DES SPV (2015)

Dépenses réalisées : 5 341 923,76
Excédent : 50 876,24



SERVICE MATÉRIELS

Activité du Parc Roulant

POINTS MARQUANTS

- Poursuite de la dotation des CSP amiénois en véhicules équipés de tuyaux en « écheveaux » avec le FPTL et le FPT Amiens Poulainville,
- Poursuite des études sur la polyvalence des engins (CCRSR, CCRL...),
- Nombreuses études sur les pistes d'économie (réduction du parc, changement de gamme de véhicules...).

Le «Bureau Véhicules» a piloté l'acquisition de différents véhicules d'incendie et de secours. Ces véhicules seront livrés en 2016.

- 2 fourgons d'incendie (1 FPTL 194 160.00 € TTC, 1 FPT 245 407 € TTC),
- 1 fourgon d'incendie et secours routier (1 FPTSR 274 987 € TTC),
- 1 échelle de 18 mètres (1 EA, 420 082 € TTC),
- 2 ambulances (2 VSAV, 152 858.40 € TTC),
- 5 véhicules légers (5 VLID, 114 257 € TTC),
- 1 véhicule de transport de personnels (1 VTP, 28 015 € TTC).

Quelques chiffres :

Acquisition : 1 332 479 € TTC
(contre 2 997 259 € TTC en 2014).
Nombre de véhicules du parc : 530
(contre 533 au 1^{er} janvier 2015).

Atelier mécanique de Glisy et d'Abbeville

La mutualisation avec le Conseil Départemental se poursuit avec des projets communs d'achats.

L'objectif escompté est de faire des économies en achetant à plus grande échelle.

A titre d'exemple, les pneumatiques, les pièces détachées, le carburant en vrac vont faire l'objet de marchés communs.

Quelques chiffres :

2 330 interventions pour un budget d'environ 750 000 euros.

Activité Petits Matériels

Outre la dotation de matériels pour les nouveaux véhicules et le remplacement de matériels usagés, deux points sont à remarquer :

- Un chantier important sur l'inventaire du matériel départemental,
- Un effort dans le domaine de la désincarcération : 2 modules complets de dernière génération ont été livrés au CSP Abbeville et à l'Ecole Départementale en plus de l'équipement des fourgons incendie secours routier.

Quelques chiffres :

1 253 sorties de matériels.
1 module complet désincarcération : 35 990 € TTC.

Activité Habillement - .E.P.I.

POINTS MARQUANTS

Nouvel arrêté habillement pour les Sapeurs-Pompiers (du 08 avril 2015) :

- Nouvelles tenue : de service et d'intervention (variante de la tenue F1, achat prévu en 2017),
- Apparition de la veste Softshell (850 acquises en 2015 par le SDIS).
- Diminution du stock de Saleux en habillement par rapport à 2014 (flux tendu sur certains produits).

Le mode de fonctionnement (remplacement à l'usure) permet chaque année de diminuer la facture tout en conservant un niveau d'exigence dans la dotation de nos agents.

Quelques chiffres :

Nombre d'agents ayant perçu une dotation de base : 220 SPV + 2 SPP.
Nombre de dossiers de cessations d'activité réglés : 116.
Nombre de sorties d'effets: 7 173.
570 000 € TTC en section d'investissement.
48 000 € TTC d'économie sur la partie fournitures et produits d'entretien sur un budget d'environ.
110 000 € TTC en fonctionnement.



SERVICE INFRASTRUCTURES

POINTS MARQUANTS

Manque de personnel au Service Infrastructures ne permettant plus d'assurer pleinement les missions du Service.
 Effectif pour le suivi de la maintenance et des projets : 2 (contre 5 en 2014).
 Augmentation du traitement des délais de demandes.
 Difficulté à se déplacer dans les Centres de Secours par manque de personnel.

Les opérations programmées dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement

C.S.P. Amiens-Ferry PPI : 8 000 000 € TTC

L'opération de construction du CSP Amiens Ferry entre dans la politique de défense de l'agglomération amiénoise. L'appel d'offres a été infructueux en juillet 2015. Une modification du projet a été réalisée pour diminuer les coûts et entrer dans le budget travaux. Le DCE (dossier de consultation des entreprises) sera relancé en 2016.

C.S.P. Amiens-Sud PPI : 7 200 000 € TTC

L'opération de construction du CSP Amiens Sud entre dans la politique de défense de l'agglomération amiénoise.

CS GAMACHES PPI : 2 500 000 € TTC

La phase APD (avant-projet définitif) a été validée en décembre 2015.

CS VAL DE SOMME PPI : 3 108 000 € TTC

La phase APS (avant-projet sommaire) a été validée en novembre 2015.

Nous sommes dans l'attente de décision sur la politique immobilière qui sera menée dans le futur pour les autres projets.

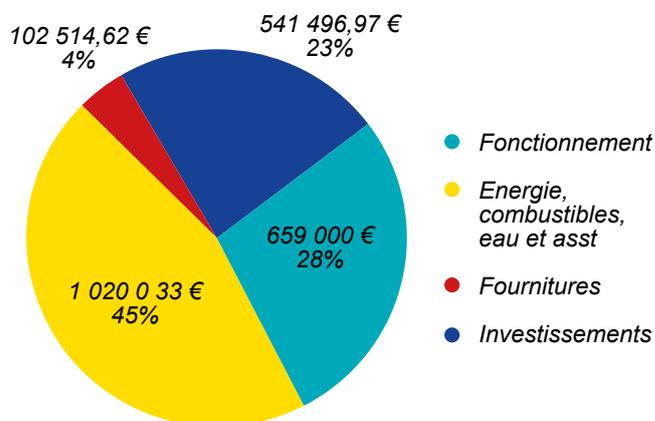
Les opérations de maintenance

- Structure générale des dépenses

Toutes dépenses confondues, 2 323 044 € ont été dépensés au titre des casernements.

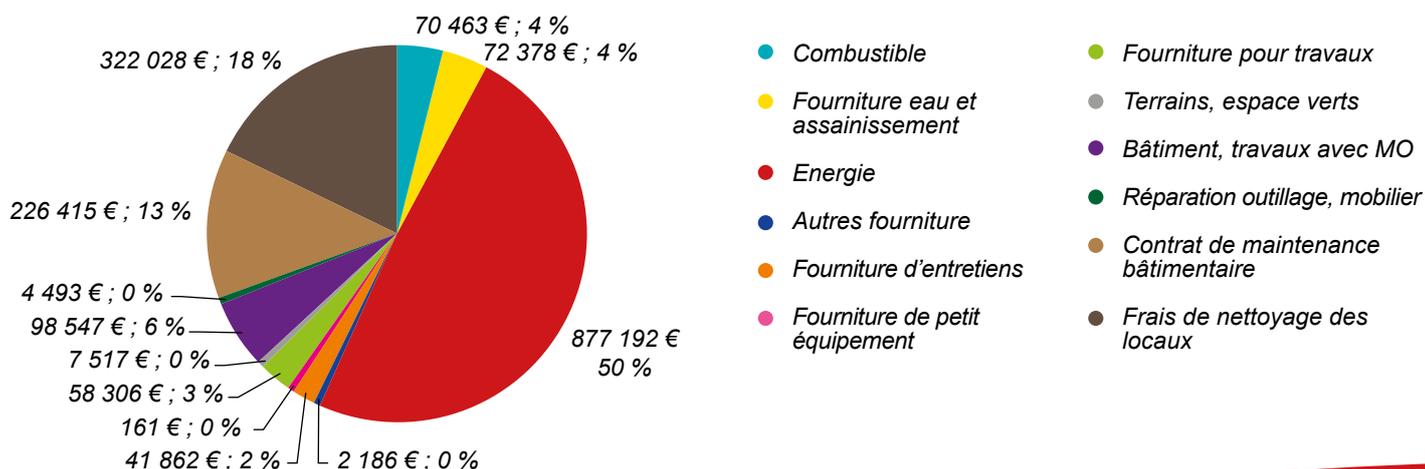
MONTANT GLOBALISÉ DES DÉPENSES

Ce sont pour l'essentiel des dépenses de fonctionnement du fait que le SDIS n'effectue pour l'instant que de la maintenance corrective sur les éléments structurels indispensables (clos/couverts, portes, chauffage)



LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Les dépenses de fonctionnement cumulées : 1 781 547 €



- Les contrats de maintenance

Les demandes de dépannage sont nombreuses en matière de maintenance ascenseurs, chauffage/climatisation et portes/portails. Les dépenses des contrats de maintenance sont stables sur 2015.

- Les dépenses de fonctionnement faites par entreprises

Les dépenses de fonctionnement recouvrent un champ d'intervention très varié. Actuellement, elles sont peu anticipées et ne concernent que des événements d'ordre curatifs ou de sécurité.

Nous avons des travaux de mise aux normes électriques, des changements de menuiseries, des réparations de portes sectionnelles, des dépenses liées aux travaux de peinture (rénovation des casernes) et des dépenses concernant le chauffage.

- Les dépenses de fournitures

Les dépenses sont faites sur les sites du fait de la présence de personnels dédiés aux travaux en régie. Elles concernent en majorité les fournitures pour les petits dépannages de la régie dans tout le département et la rénovation des casernements.

- Les dépenses en énergie et combustibles

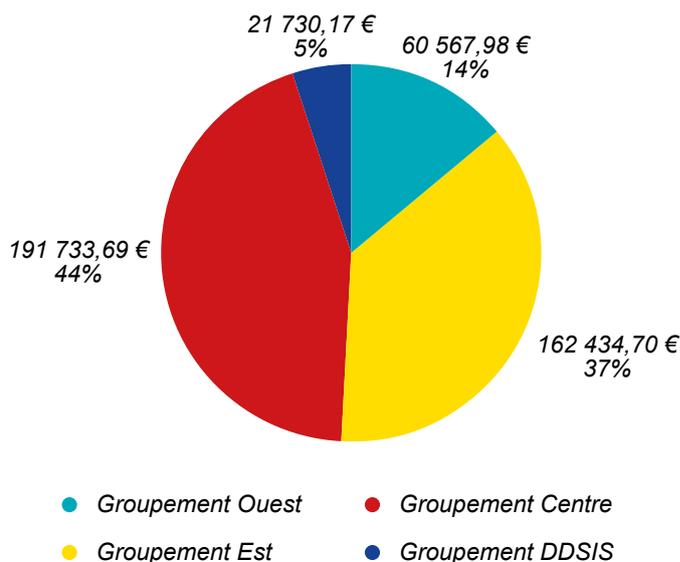
La baisse constatée des dépenses de fluides résulte des conditions climatiques favorables dans la continuité de l'année 2014.

La rénovation nécessaire de nos sites, la construction de nouvelles casernes en BBC (RT 2012) et surtout la sensibilisation des Chefs de Centres au civisme d'économies énergétiques (lumières à éteindre, portes sectionnelles à fermer etc.) ne pourra qu'atténuer cette progression des dépenses en énergie. A rappeler que le coût de l'énergie a augmenté de 49 % en 6 ans et que la tendance laisse à penser que cela va continuer sur les prochaines années. La mise en concurrence et l'ouverture des marchés gaz en 2015 (et des marchés d'électricité en 2016) nous a permis de baisser les coûts d'achats de 15 % venant atténuer les taxes grandissantes sur les énergies fossiles.

- Les dépenses d'Investissement : 541 497 €

436 467 € de crédits au titre de la maintenance de grosses réparations ont été mandatés.

LES DÉPENSES GROSSES REPARATIONS 2015



Le Service Infrastructures essaie de répartir au mieux ce budget afin de satisfaire modérément les Centres de chaque Groupement.

Travaux de chauffage pour 96 000 € à Flixecourt, de voiries pour 71 400 € à Péronne, de la chaudière d'Abbeville 20 000 € et les dépenses de P3 (investissements liés au marché du chauffage, ventilation, et climatisation pour 55 260 € notamment).

59 884 € représentent seules les dépenses en mobilier dotation des casernements et Groupements Fonctionnels et 45 146 € en matériels (dont 5 742 € pour les dépenses en électroménager et 9 650 € pour l'achat de matériels espaces verts).

Nous constatons chaque année que le budget investissement Grosses Réparations de 500 000 € TTC est nettement insuffisant compte tenu des besoins en matière de travaux dans les 60 sites dont 55 Centres de Secours et des 40 % de casernements en mauvais état.



SERVICE SYSTÈMES D'INFORMATION

POINTS MARQUANTS

Migration des sélectifs vers la nouvelle fréquence. 50 % des points hauts du département effectués.

Tests de la nouvelle tête V4.

Test d'une nouvelle version d'office (mode hébergé), résultat non concluant.

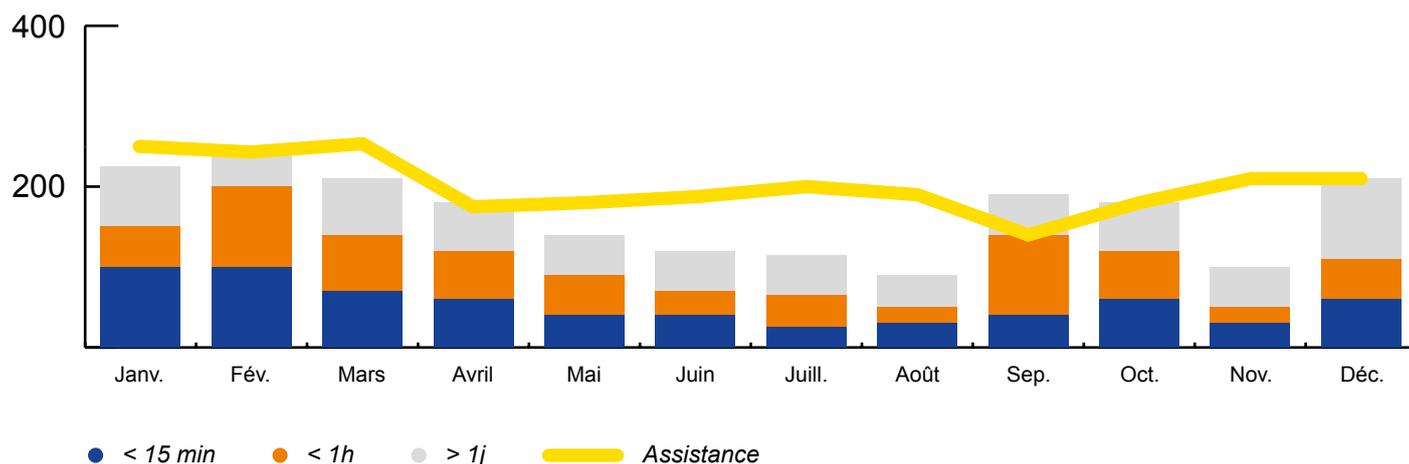
Fin du renouvellement des imprimantes neuves dans les Centres de Secours.

Développement d'une application de géolocalisation, permettant à un requérant d'être géolocalisé par le CTA. Plusieurs géolocalisations ont été réalisées avec succès. D'autres départements sont intéressés par cette application.

Envoi de manière systématique d'un rapport d'exploitation technique mensuel pour les applications GH, RH et artémis aux Chefs de Groupement concernés.

Activité quotidienne de la branche informatique du SSI

RÉPARTITION SELON LE TEMPS DE TRAITEMENT DES INCIDENTS



En moyenne, 185 incidents sont déclarés chaque mois au SSI. Plus de 61 % des incidents sont traités dans l'heure. En moyenne, les demandes d'assistance représentent 13 % du volume des demandes.

1. Bureau Transmission

- Matériel Antares

Sans surprise, la majeure partie de notre parc matériel Antares est composée de BERs, dont 90 % a plus de 4 ans. Notre politique de garantie étant d'avoir une couverture de 5 ans, l'an prochain nous devrions voir augmenter les frais de réparation des matériels défectueux. Nous allons mécaniquement avoir une augmentation des coûts de maintenance des matériels Antares.

- Activités

Le plan de changement de fréquence a été initié cette année. 300 sélectifs ont déjà été échangés. Concernant les points hauts, qui doivent changer de version pour pouvoir gérer la nouvelle fréquence, 50 % du département ont été migrés en 2015.

La fiabilité des têtes V3 n'est pas optimale et les fréquents échanges standards génèrent également une charge de travail non négligeable (18 têtes sont réparties chez TPL en 2015 soit environ 20 % du parc).

Bureau Production & Logiciels Métiers

A titre d'exemple, ce bureau a réalisé en interne des développements de logiciels « métier ».

Atlas

- Contrôles techniques ajoutés dans Atlas.
- Mise en place des dossiers personnels.
- Affichage du matériel informatique dans Atlas.

Gestion financière et RH

- Stabilisation du parapheur et de la dématérialisation.
- Mise en place de serveurs dédiés à la RH et GF (stabilisation et performance accrue)

CR+ Hydrants

Le CHU utilise désormais notre application hydrants.

La téléphonie mobile

Le graphique suivant montre le coût de la téléphonie mobile. Le processus de rationalisation a permis une diminution sensible des coûts, notamment en ce qui concerne les SMS/MMS. On estime à 1 000 € TTC/mois l'économie réalisée sur la téléphonie mobile.

La téléphonie fixe

Un très gros travail de rationalisation et d'harmonisation a été fait sur les lignes fixes. Nous avons supprimé des lignes, regroupé d'autres lignes et supprimé des options. L'économie ainsi générée est de 3 700 € TTC/mois. Nous avons économisé 27 000 € TTC entre 2014 et 2015.





Opérationnel

Le logiciel d'alerte a été opérationnel pendant 94.43 % du temps, performance encore améliorable.

Encore une fois, nous mesurons ici la disponibilité de l'ensemble des éléments d'Artemis, ce qui ne signifie pas nécessairement que le système soit inexploitable quand le système n'est pas fonctionnel à 100 %.

Les composants qui posent problème sont :

- la recopie de base de données, qui est un système de sauvegarde interne. Pas d'incidence sur l'opérationnel,
- le PC cartographie, qui gère les données venant du SIG. Pas d'incidence sur l'opérationnel,
- le fil de l'eau. Pas d'incidence sur l'opérationnel.

Tous les processus vitaux d'Artemis ont un taux de disponibilité supérieur à 98 %.

L'application Dispotel (déclaration de disponibilité opérationnelle) a atteint sa vitesse de croisière. On constate une baisse de sollicitation en fin d'année.



BUREAU SECRÉTARIAT DE DIRECTION

Le Bureau Secrétariat de Direction a suivi en 2015, 6 CASDIS, 10 Bureaux du CASDIS, 5 CATSIS et 6 CT. Outre, l'encadrement et la gestion du Bureau Secrétariat de Direction ainsi que son rôle d'interface entre l'Equipe de Direction, les Groupements de la structure et les services extérieurs, il assure également un rôle de coordination et d'organisation.

SERVICE COMMUNICATION

Vitrine Internet / Intranet

Le site internet www.sdis80.fr a totalisé 82 057 visites réparties sur 38 130 utilisateurs soit une moyenne de 104 utilisateurs par jour pour l'année 2015. La rubrique la plus visitée reste la photothèque avec 10 913 visites.

70 actualités ont été publiées, concernant des interventions, des cérémonies et des événements sportifs.

La page Facebook SDIS 80 recense 3 860 mentions « J'aime » soit une augmentation de 47 %. Les 139 publications ont touché en moyenne 4 562 personnes.

Le compte Twitter SDIS 80 est suivi par 1 430 personnes physiques ou morales soit une augmentation de 91 %. Les 87 tweets ont touché en moyenne 1 144 personnes.

La page Facebook et le compte Twitter permettent un contact direct et rapide avec le public et le personnel du SDIS.

Enfin, dans le cadre du Schéma Directeur Informatique, il a été décidé la refonte du portail Intranet. En 2015, le Service Communication a lancé une procédure adaptée dont l'attribution s'est faite en fin d'année.

La Cellule Photo

Au 31 décembre, la cellule photo comptait **11 photographes** assurant la couverture de tout le département.

En 2015, les cérémonies, les événements sportifs et les exercices ont été couverts par des reportages photo et les photographes ont été déclenchés sur 134 interventions.

La base de données photo et vidéo a permis la réalisation de films promotionnels et l'illustration de documents de service.

LE SERVICE PROJETS EVALUATION POUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DE 2015

Dans le cadre du Schéma Directeur Informatique, le Service Projet-Evaluation assure, depuis 2014, la collecte, la consolidation et la diffusion de l'ensemble des projets d'évolution du système d'information. En 2015, les projets ont poursuivi leur mise en œuvre, particulièrement la gouvernance des données et la stabilisation du référentiel de données, l'optimisation de l'utilisation du requêteur Business Object, le nouveau portail Intranet, le nouveau logiciel formation, le raccordement au système d'information ACTES.

Tout au long de l'année, le Service Projet-Evaluation continue d'alimenter par ses analyses l'Equipe de Direction concernant les évolutions structurelles et juridiques. La 2ème partie d'année 2015 a marqué un tournant dans les missions quotidiennes qui s'orientent vers un réel contrôle prospectif tourné vers l'avenir.

Enfin, dans le cadre du projet Archivage, le Service Projet-Evaluation accompagne les Groupements dans la gestion administrative et la destruction de leurs archives. En 2015, a été programmée la destruction de près d'une tonne et demi d'archives.

2015 a été une nouvelle année de transition pour le Groupement Formation.

Quelques mouvements des personnels :

- 1^{er} avril : prise de fonction du Chef de l'Ecole Départementale d'Incendie et de Secours de la Somme (EDIS 80), après un intérim de 7 mois effectué par le Chef de Groupement, qui a permis de réaliser un premier état des lieux global du système formation. Les objectifs prioritaires donnés au Chef de l'EDIS ont été :

- Mettre en œuvre les premières formations d'adaptation à l'emploi pour les Sapeurs-Pompiers Professionnels et d'avancements de grade pour les Sapeurs-Pompiers Volontaires sur la base des parcours proposés en 2014, avec évaluation des pré-requis avant accès aux formations,
- Réaliser un retour d'expérience sur les formations initiales des Sapeurs-Pompiers Volontaires de 2014 (FISPV),
- Recherche des pistes d'économie.

- Août : Départ de l'agent chargé de l'élaboration et du suivi du plan de formation

- Le 1^{er} novembre : Affectation de l'agent en charge des formations à la conduite à l'EDIS.

- Le 31 décembre : Départ d'un agent pour le Centre de Secours de Flixecourt.

Une nouvelle organisation du Groupement :

- Après l'ouverture de l'EDIS et quelques mois d'activités un point sur l'organisation du Groupement Formation a été fait. Il s'est avéré nécessaire de proposer une nouvelle répartition des dossiers entre l'EDIS et le Service Formation.

Ainsi depuis le 1^{er} septembre :

- L'EDIS gère et met en œuvre l'ensemble des formations dites de tronc commun de l'équipier (sapeur) au chef d'agrès tout engin (adjudant) ainsi que leurs Formations de Maintien et de perfectionnement des Acquis (FMPA). Cela regroupe principalement toutes les formations initiales (SPV et JSP), d'intégration (SPP), d'adaptation à l'emploi (FAE SPP), d'avancements de grade (SPV), de conduite (COD, hors véhicules spécialisés), les formations de sous-officier de garde et sous-officier Chef de Centre ainsi que les FMPA des Chefs de Groupe, de Colonne ou de Site.
- Le Service Formation élabore et assure le suivi complet du plan de formation. A ce titre, il assure le suivi de la formation des Personnels Administratifs, Techniques, et il rédige les marchés ainsi que les conventions formation. Il prépare et assure le secrétariat des commissions VAE/ RATD. Il gère et met en œuvre les formations dites spécialisées (SSSM, RCH, RAD, CYN, GRIMP, SAL, SAV, EAP, COD2...) et leurs FMPA. Il organise toutes les manifestations sportives ainsi que tous les déplacements effectués dans ce cadre. C'est aussi le Service qui transmet l'ensemble des indicateurs relatifs à la formation au Groupement Stratégie.

Des nouveaux dossiers :

- Un plan de formation complet : jusqu'en 2014, le plan de formation ne comprenait que les formations externalisées (CNFPT, ENSOSP, ECASC, prestataires privés). Les formations réalisées par l'EDIS étaient présentées dans le Calendrier des Actions de Formation (CAF). Désormais, le plan de formation recense l'ensemble des besoins de formation.

- Un audit interne du Groupement dans le cadre de la recherche de pistes d'économie.

Dès septembre :

- Baisse des prix des repas : - 50 % à l'EDIS avec l'AFPA, -10 % à - 20 % sur les autres sites de restauration
- Renégociation des coûts des fluides fumigènes utilisés à la Maison à Feux (MAF) : - 15 %

Renégociation de formations pour la MAF avec Dräger et le parcours ARI avec MATISEC. Ces formations à destination de formateurs désignés auront lieu en 2016 et permettront de pouvoir intervenir sur certains éléments techniques et optimiser les différents scénarios de formation.

- La rédaction des nouvelles procédures internes du Service Formation destinées à faciliter la gestion des dossiers.

- L'élaboration du cahier des charges relatif à la fourniture d'un nouveau logiciel formation et choix du prestataire :

- L'objectif est de mettre à disposition de chaque agent, de chaque Service ou Groupement les données utiles au suivi de son parcours ou de la partie du plan de formation qui le concerne. C'est aussi de regrouper au sein d'un seul logiciel l'ensemble des données nécessaires à la gestion du plan de formation, pour la totalité des agents, pour l'ensemble des coûts et le développement des indicateurs et tableaux de bord. La dématérialisation complète des procédures dépend de la capacité du SDIS à permettre l'accès au logiciel soit à partir des ordinateurs du service connectés au réseau interne, soit via un accès WEB. Le paramétrage est en cours, le logiciel devra être opérationnel à l'été 2016.

- La mise en place de nouvelles formations à l'EDIS :

- Débriefing opérationnel : formation obligatoire dans le cursus des chefs d'agrès depuis la parution des référentiels de formation de 2013.
- Sauvetage de sauveteurs : cette formation apparaît comme indispensable au regard des risques et contraintes opérationnelles rencontrés dans les interventions de lutte contre l'incendie.
- FMPA des formateurs incendie : nécessité de maintenir et d'apporter de nouvelles connaissances et méthodes pédagogiques aux formateurs incendie, autant que de maintenir la cohérence des messages transmis aux stagiaires.

- La signature d'une convention avec GrDF :

- GrDF a proposé au SDIS d'implanter une aire de manœuvre composée de plusieurs ateliers alimentés en basse et moyenne pression.
 - Recherches de fuite.
 - Fuites de gaz inflammables : VL, coffret en façade, sur bride...
- cet outil permettra aux stagiaires d'être confrontés à différentes situations de travail réelles, et de compléter efficacement leur formation.

Formations externalisées :

Types de formation	Nombre d'agents formés	Nombre de journées formation
ENSOSP	57	730
ECASC	10	95
Autres SDIS	6	29
CNFPT	271	1 103
INSET	6	43
Autres prestataires	10	51
Préparation concours SPP	16	100
Préparation concours PATS	7	40

Formations internes :

Type de formation	Nombre de formations	Nombre d'agents formés	Grades concernés
Equipier VSAV dont 63 JSP	15	164	Sapeur
Equipier SR	7	74	Sapeur
Equipier Incendie	13	138	Sapeur
Chef d'équipe	5	56	Caporal
Chef d'agrès 1 équipe	4	22	Sergent
FMPA Tronc Commun SPP / SPV	119	1073	
FMPA SPV	1 976 manœuvres	1 804 dont 1 342 à + de 20 heures	
De spécialités	42	315	
FMPA de spécialités	122	1197	

Nombre de journées stagiaires PATS / SPP / SPV / JSP :

Statut	Nombre de journées stagiaires
PATS	306
SPP	3 366
SPV	5 963
JSP	1 248

Commissions VAE / RATD :

Type de dossiers	Nombre de dossiers	Taux de recevabilité
VAE SPV	0	0%
VAE SPP	3	33%
RATD SPV	38	79%
RATD SPP	8	100%
RATD JSP	79	68%

Manifestations sportives :

Type de manifestation	Nombre d'inscrits	Nombre de participants
Challenge départemental de qualité	634	443
Challenge zonal de la Qualité	88	88
Finale Nationale du challenge de la qualité	22	21
CROSS Départemental	772	529
CROSS National	45	43
Autres prestataires	10	51
Préparation concours SPP	16	100
Préparation concours PATS	7	40

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT

Une Année 2015 très difficile

Dans la continuité des années précédentes, la conjoncture économique a été particulièrement défavorable.

Dans la Somme, 406 conventions sont en cours de validité pour 2 091 SPV ce qui représentent un taux de 19,4 %. A titre de comparaison, pour le SDIS 62, ce taux est de 9,20 % et pour le SDIS 59, il est de 16,86 %. Cette moyenne est supérieure aux départements limitrophes sachant que les plus importants pratiquent « la garde au centre » plutôt que « l'astreinte ». Le SDIS 80 respecte à contrario l'esprit des textes européens sur les conditions d'exercice du volontariat des Sapeurs-Pompiers.

L'établissement des conventions s'est stabilisé et subit une érosion prévisible due aux changements d'employeurs, des désaffections et à l'arrêt de l'activité de SPV ou professionnelle. La négociation des conventions devient de plus en plus difficile.

Le Service Volontariat a accompagné et rencontré des chefs de centre pour les soutenir ou les conseiller sur des actions de terrain et de promotion du volontariat.

Des échanges avec le monde de l'enseignement, établissements scolaires ou le rectorat, y compris les organismes de recherche d'emploi, ont permis de mieux faire connaître le volontariat et abouti à établir des conventions. Cela permet de toucher les jeunes et les moins jeunes pour l'avenir.

Etat des conventions de disponibilité signées en 2015

Total des conventions au 31 décembre 2015* : 406

**(total corrigé tenant compte des annulations de conventions depuis l'année 2010).*

Convention	Employeur Privé	Employeur Public
FORMATION		
Sans subrogation	2	4
Avec subrogation	3	8
Total	5	12
Sous-Total	17	
OPÉRATIONNELLE		
Sans subrogation	0	2
Avec subrogation	0	2
Total	0	4
Sous-Total	4	
TOTAL GLOBAL	21	

Secteur privé	5
Secteur public	16
- collectivités territoriales	10
- hôpitaux	3
- services de l'Etat	3



SERVICE HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Le développement du Service Hygiène et Sécurité a notoirement été freiné par les changements au Conseil Départemental et par conséquence par le renouvellement de nos instances paritaires tel que le CHSCT.

En effet, le CHSCT de janvier 2015 a permis l'installation de cette instance, les dossiers qui devaient être présentés en fin d'année 2014 ont été présentés en juin 2015.

Un décalage des travaux d'environ 6 mois est la conséquence directe de ces modifications représentatives..

Les actions courantes

- Participation aux réunions mensuelles d'accidents du travail.
- Préparation et participation aux réunions du CHSCT.
- Veille quotidienne des BRQ provenant du CODIS 80 afin de connaître la survenance éventuelle d'un accident ou incident opérationnel.
- Suivi des formations, élaboration des cahiers des charges des formations externalisées, animation des formations relatives à l'hygiène et à la sécurité réalisées au sein de la structure.
- Envoi du livret d'accueil et de sécurité à chaque nouvel agent intégrant le SDIS 80.
- Communication régulière concernant la sécurité routière par voie d'affichage et de documentation dans chaque Centre du département.

Les dossiers conclus en 2015

- Réalisation du Document Unique :
Débuté en avril 2014, le groupe de travail a commencé par l'analyse des risques liés aux activités professionnelles puis a été complété par l'analyse des risques propres à chaque Centre ou structure du département.

La fin de la rédaction est intervenue en septembre 2014 et a donné lieu à une présentation en CHSCT en juin 2015.

Le vote de ce document a permis la libération de la deuxième partie de la subvention au titre de la CNRACL.

- Mise en ligne des délibérations du CHSCT sur l'intranet du SDIS.

Les dossiers ouverts en 2015 et se poursuivant en 2016

- Plan de réduction des accidents du travail liés aux activités physiques et sportives :

Issu des conclusions du DUEvRP, le Service Hygiène et Sécurité, en relation avec le Groupement Formation procède à la création d'un document destiné à réduire l'accidentologie sportive.

Cette étude est destinée à proposer au Directeur Départemental les pistes à mettre en œuvre pour réduire les accidents liés à la pratique du sport au SDIS 80.

Ce document sera présenté en CHSCT courant 2016.

- Mise en œuvre de la permanence hebdomadaire des psychologues du SDIS 80 :

Validé à l'occasion du CHSCT d'octobre 2015, il s'agira maintenant, en lien avec le Groupement Santé, de suivre la mise en œuvre de cette mesure notamment en communiquant largement auprès de nos agents pour assurer la réussite de la démarche.





GROUPEMENT TERRITORIAL OUEST

L'année 2015 a été marquée par l'amélioration continue de la gestion administrative et opérationnelle au sein de l'ensemble des Centres de Secours (CS) du Groupement Ouest grâce à l'acquisition des logiciels par le SDIS ces dernières années. Cependant, la diversité de ces logiciels et leur environnement différent nécessitent un rappel et une formation continue auprès des Chefs de Centre SPV qui ne les utilisent pas de façon régulière.

De ce fait, les Chefs de Compagnie et leur Chef de Groupement ont dispensé à tout l'encadrement des Centres :

- un rappel continu sur l'utilisation des outils techniques déjà déployés (ATLAS, base de données unique ; FORM80 : suivi des FMPA ; CR+, gestion des TNOP, CR+ Hydrants, gestion des hydrants ; ARTEMIS WEB : suivi du potentiel opérationnel,...),
- le suivi du tableau des formations pour chaque CS.

Les visites d'inspection des 29 Centres d'Incendie et de Secours (22 du Groupement Ouest et temporairement 7 du Groupement Centre) ont permis de confirmer cette amélioration. En effet, l'utilisation de DISPOTEL facilite la disponibilité des SPV et permet d'améliorer le potentiel opérationnel permanent (POP), tandis que celle de CR+, ATLAS et FORM80 a perfectionné le suivi administratif.

Dans 9 Centres subsistent encore quelques difficultés soit d'ordre opérationnel du fait du nombre limité de SPV, soit d'ordre administratif par un défaut d'encadrement. 2 Centres ont été mis sous tutelle en 2015.

Les visites d'inspection des 23 CPI du groupement (21 du Groupement Ouest et temporairement 2 du Groupement Centre) ont permis d'attester la conformité de 4 CPI dont 1 intégrable dans le cadre du SDACR, et l'opérationnalité de 15 CPI dont 4 ont pu retrouver leur opérationnalité en 2016 grâce à une augmentation des effectifs. Dans la majorité de ces 15 CPI, il persiste quelques manques en matière d'infrastructures.

Malheureusement, 1 CPI a été déclaré non-conforme et non opérationnel faute de moyens humains ou de formations essentielles à l'activité des Sapeurs-Pompiers. 1 CPI a été dissous en 2015 et 2 autres CPI sont en cours de dissolution.

Les Compagnies Ponthieu et Vimeu permettent un maillage complet du Groupement Territorial Ouest et apportent un lien supplémentaire indéniable entre les Centres et la Direction dans ce Groupement particulièrement dense.

L'investissement des Chefs de Centre, notamment volontaires est toujours remarquable.

GROUPEMENT TERRITORIAL CENTRE

Ressources Humaines

- Changement de Chef de Groupement Territorial à deux reprises, le Chef de Groupement actuel faisant fonction depuis le 1er septembre 2015 ;
- Décès accidentel du Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Poix de Picardie. Le CIS est désormais sous tutelle du Chef de Groupement en attendant la nomination du successeur ;
- Départ à la retraite de l'adjoint au Chef du Centre de Secours Principal d'Amiens-Poulainville, remplacé dans ses fonctions au 1er décembre 2015 par le 3^{ème} Officier de Centre ;
- Mise sous tutelle du Centre d'Incendie et de Secours de Domart-en-Ponthieu par le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Flixecourt au 1er Mai 2015, en attendant l'éclosion prochaine d'une nouvelle équipe d'encadrement du Centre.

Logistique - casernements

- Phase « Avant-Projet Sommaire » a été validé en novembre pour le futur Centre d'Incendie et de Secours « Val de Somme », structure regroupant les actuels Centres d'Incendie et de Secours de Corbie et Villers-Bretonneux sur la commune de Fouilloy. Le Permis de Construire sera instruit dès validation de l'Avant-Projet Définitif ;
- A la date du 1er janvier 2016, seconde validation de l'Avant-Projet Définitif en cours pour le futur Centre de Secours Principal Amiens-Ferry, suite aux modifications de plans intervenues en 2015. Dans l'attente de l'exécution des travaux, rénovation sommaire des locaux actuels de l'Unité Transitoire Ferry pour permettre de vivre dans de bonnes conditions pendant la durée de la phase d'exécution du nouveau casernement ;
- Acquisition en cours du terrain siège de l'implantation du futur Centre de Secours Principal d'Amiens-Sud sur la commune de Pont de Metz à proximité du CHRU Amiens-Picardie. A la date du 1er janvier 2016, le programme fonctionnel est rédigé et une fois validé, sera soumis aux architectes retenus pour concours courant 2016 ;
- Réfection complète du système de chauffage du Centre d'Incendie et de Secours de Flixecourt.

Visites d'inspection

Toutes les visites annuelles d'inspection ont été réalisées et ont permis de constater que les Centres s'étaient appropriés les différents logiciels mis à leur disposition dans le cadre de la gestion quotidienne (CR+, CR+ hydrants, Artémis, Atlas...);

- 3 des 4 Centres de Première Intervention non intégrés ont été déclarés opérationnels pour l'année 2016.

Activité opérationnelle

- Le Groupement Territorial Centre concentre 54 % de l'activité opérationnelle départementale, avec notamment une forte densité en terme de sollicitation, sur l'agglomération amiénoise, et dans une moindre mesure sur le secteur de la Vallée de la Nièvre (Flixecourt) ;
- Augmentation de plus de 7 % de cette activité opérationnelle en 2015 sur le Groupement ;
- Participation de plusieurs agents du Groupement à la colonne de secours constituée dans le cadre de la réponse opérationnelle mise en place suite aux attentats multi-cities perpétrés à Paris, le 13 novembre 2015.

Dossiers à enjeux

- Projet global de défense amiénoise et de transition à échéance 2018 sur un modèle de couverture à 3 Centres de Secours Principaux de taille équivalente (Aspects RH, logistiques et opérationnels) ;
- Mise en œuvre du nouveau régime de travail des Sapeurs-Pompiers Professionnels des Centres de Secours Principaux, tenant compte de l'ajout de 10 périodes de garde de 12 heures aux 81 gardes de 24 heures en vigueur (Adoption des modalités d'application de ces nouvelles dispositions).

Activités sportives et associatives

D'excellents résultats ont été enregistrés par les sportifs du Groupement Territorial Centre et au-delà, du département, lors des manifestations suivantes :

- Challenge départemental, zonal et national de la qualité (1 championne de France issue du Centre d'Incendie et de Secours de Corbie) ;
- Cross départemental et national
- Mondiaux Sapeurs-Pompiers de VTT (1 champion du monde issu des Centres d'Incendie et de Secours de « Bocage-Hallue » et de Première Intervention de Naours).





GROUPEMENT TERRITORIAL EST

• Cette année 2015 a été l'occasion de voir une nouvelle fois la qualification des JSP d'Albert dans le cadre du concours de manœuvres du CTIF :

- 1^{er} au championnat de France
- Sélectionnés pour les championnats mondiaux à OPOLE en Pologne auxquels ils ont participé.

• Le 5 juin 2015 :

- Episode orageux sur l'Est du département notamment à l'Est de l'autoroute A1 (15h50 à 22h00).
- Conséquences directes : inondations, coulées de boue, coupures d'électricité et problèmes d'adduction d'eau.
- Communes particulièrement touchées :
 - par les coulées de boue : EPENANCOURT,
 - par les inondations : CARTIGNY,
 - Coupures d'électricités communes de Péronne et du secteur (Transformateur,
 - Problèmes d'adduction d'eau : 40 communes et hameaux au Nord de Nesle (eau non potable et pression réseau très faible).

• Août 2015 à Roye : le Centre de Secours a été durement touché par différents événements : Décès d'un SPV, Accident d'un VSAV sur l'A1 et fusillade où un gendarme a été tué et un autre.

• 12 Septembre à Roye : organisation du 124^{ème} Congrès Départemental

• 13 novembre : les Centres d'Amiens-Catelas, Nesle, Péronne et de Roye en renfort des Sapeurs-Pompiers de Paris.

• Mise à l'honneur des Sapeurs-Pompiers de Roye par le Courrier Picard au titre de Haut-Samariens de l'année 2015.



Rapport d'Activité 2015

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme

7 Allée du Bicêtre - B.P 2606 - 80026 AMIENS Cedex 1
Tél. : 03 64 46 16 00 - Fax : 03 64 46 16 16